

QUEST LYONNAIS

# Démoustication : quelle alternative aux produits chimiques ?

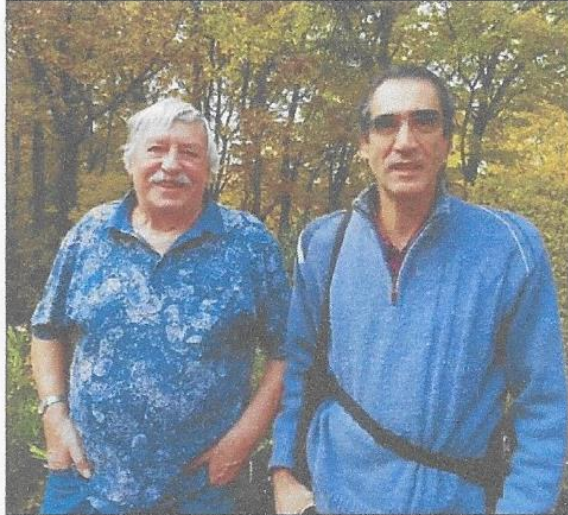
Oui, affirment huit associations de défense de l'environnement, qui s'élèvent contre l'emploi d'un pesticide dangereux. Elles l'ont signifié aux pouvoirs publics dans un courrier daté du 15 octobre, resté sans réponse à ce jour.

À la suite d'une opération de démoustication effectuée en septembre dernier, dans la commune de Saint-Didier-au-Mont-d'Or, des habitants de l'ouest lyonnais restent sceptiques quant à la méthode et au produit utilisé. Ils se demandent si des solutions alternatives, moins agressives pour l'environnement, ne pourraient pas être mises en œuvre.

Huit associations de défense de l'environnement ont cosigné un courrier à destination de l'Agence régionale de santé (ARS), la mairie de Saint-Didier-au-Mont-d'Or, la Métropole et l'Entente interdépartementale de démoustication (EID). Datée du 15 octobre, cette lettre est encore aujourd'hui, sans réponse.

## Un neurotoxique

« On a appris par Le Progrès le nom de la substance chimique utilisée, fustige Michel Gaucher, président de DEA (Dardilly environnement et avenir). Et sa notice n'a rien de rassurant. Quand on lit : « Avant toute utilisation, assurez-vous que celle-ci est indispensable. Privilégiez chaque fois que possible les méthodes



Michel Gaucher, président de Dardilly Environnement et Avenir et Philippe Camous, président de Roch'nature, deux des huit associations signataires du courrier. Photo Progrès/M. M.

alternatives et les produits présentant le risque le plus faible pour la santé humaine et animale et pour l'environnement, conformément aux principes de la protection intégrée », il n'y a pas vraiment de quoi être rassuré ! Aqua-K-Othrine est un produit extrêmement dangereux ».

Philippe Camous, président de l'association Roch'Nature, signataire du courrier, détaille : « C'est un neurotoxique qui simule le pyrèthre et attaque le système nerveux des insectes. C'est une question de dose, mais il agit sur

toute la chaîne du vivant. Nous demandons donc que des solutions alternatives soient mises en place, pour des politiques à long terme et réfléchies, sur l'ensemble de la Métropole. »

Dans leur lettre, les associations ne s'opposent pas à la lutte contre le moustique tigre, comprenant « l'inquiétude sur la transmission de maladies tropicales dans la population locale. Mais chaque année, ce même problème se posera. [...] La pulvérisation d'un insecticide extrêmement toxique nous paraît être

## « Nos poissons sont morts, on se pose des questions »

Paola habite une maison chemin des Barres depuis un peu plus de deux ans, à environ 1,5 km de la zone traitée. Au fond de son terrain, en contrebas, coule le ruisseau d'Arche, très proche de ses mares. « Le mercredi 7 septembre, on a découvert tous nos poissons, gros et petits, à la surface de l'eau, le ventre à l'air, témoigne-t-elle. Ils étaient tous morts. Et il flottait dans l'air, autour des mares, une odeur inhabituelle. On s'est retrouvé démunis et inquiets. J'ai pensé qu'un produit avait pu être déversé dans le cours d'eau et j'ai alerté la mairie et la Métropole. Ils m'ont répondu qu'ils n'avaient pas connaissance de cela et c'est plus tard que j'ai appris qu'il y avait eu cette opération de démoustication dans la nuit précédant ma découverte. Ce qui m'a paru vraiment troublant. Depuis, on s'interroge. Car autour des mares, il y avait beaucoup de libellules et d'insectes et du jour au lendemain, on n'a plus rien vu. On n'a aucune certitude, mais on se pose des questions ».

la plus mauvaise réponse ».

Certes, aujourd'hui, le moustique tigre est installé en France et tend à se développer. « Mais si on prend l'habitude de pulvériser ce produit toxique partout, reprend Michel Gaucher, ça sera une catastrophe pour la biodiversité. En détruisant la faune locale, on favorise le développement du moustique tigre qui se retrouve seul et peut proliférer. C'est complètement contre-productif. »

## Une mesure alternative en commun

La lettre adressée aux autorités ne dit pas autre chose, dénonçant

« le mépris pour notre écosystème que l'on continue à détruire malgré une biodiversité en chute libre. La seule solution serait-elle de supprimer tous les insectes sur le territoire métropolitain ? » Les huit associations proposent des solutions alternatives : une politique forte de renaturation, la mise en place d'une équipe de démoustication permanente pour supprimer les gîtes larvaires et la formation du grand public.

Détruire les gîtes larvaires : voilà un point d'accord avec l'ARS qui considère qu'il s'agit là de « la principale mesure alternative ».

M. M.

## Une opération rapidement mise en place

À Saint-Didier-au-Mont-d'Or, deux cas de dengue ont été identifiés par l'ARS, dans le quartier de Crécy.

« Il s'agit de personnes revenant de voyage et ayant contracté la dengue à cette occasion, précise l'ARS. L'objectif est d'agir rapidement pour limiter le risque de transmission de la maladie à d'autres personnes par le biais de ces moustiques qui en sont les vecteurs, car il s'agit d'en enjeu majeur de santé publique. »

Le 6 septembre, apparaît un message sur la page Facebook de la commune intitulé « opération de dé-moustication en cours ».

Juste au-dessus de la photo du périmètre d'intervention, on peut lire : « À la demande de l'ARS, mercredi 7 septembre de 3 heures à 3 h 30 du matin, une opération aura lieu dans le périmètre délimité comme ci-dessous. » Après avoir précisé : « Ces opérations sont réalisées par vaporisation de produit de traitement à partir d'un véhicule circulant dans le secteur concerné. »

Nous avons contacté



Sur la page Facebook de la mairie de Saint-Didier, le périmètre de dé-moustication a été affiché la veille de l'intervention.

Capture d'écran page Facebook mairie de Saint-Didier-au-Mont-d'Or

l'ARS qui a détaillé l'intervention : « Ces actions ne se limitent donc pas à un traitement adulticide. Elles consistent également en l'identification des gîtes larvaires présents et leur destruction par les occupants ou traitement (larvicide) le cas échéant. Ce sont ces deux actions cumulatives qui sont les plus efficaces pour limiter le risque de contamination locale. Si la présence du moustique tigre est détectée

(présence de larves ou d'adultes), un traitement adulticide est réalisé dans le périmètre des 150 mètres dans les meilleurs délais. »

Selon l'ARS, l'Eirad a réalisé « une information directe auprès des habitants concernés en insérant dans leurs boîtes aux lettres un flyer les informant de l'opération et des mesures de précaution, réalisée 2 jours avant l'opération, uniquement dans le périmètre de traitement prévu ».

## D'autres actions de lutte à l'essai, selon l'Anses

Selon l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), la prévention reste essentielle pour limiter l'usage des insecticides, qui restent encore aujourd'hui le principal outil de lutte en situation d'urgence.

« Mais ils peuvent avoir des effets nocifs sur l'environnement et la santé humaine, ainsi qu'en termes d'apparition de résistances aux insecticides des insectes vecteurs. C'est pourquoi, l'usage des insecticides à base de pyréthrinoides est limité uniquement aux traitements de lutte anti-vectorielle. Ils ne sont donc utilisés qu'en cas de danger sanitaire imminent et non pour des traitements préventifs (lutte contre les nuisances). D'autre part, la prévention doit être au cœur de la stratégie de lutte contre le moustique tigre. En ce qui concerne les autres actions de lutte, il existe de nombreux essais au niveau opérationnel (notamment lutte biologique avec des prédateurs naturels des moustiques tigres), dont l'efficacité mérite d'être évaluée. »

« Il existe également des travaux de recherche pour développer d'autres solutions de lutte innovantes. Par exemple, des essais pilotes conduits par l'EID Méditerranée entre juin et août 2021 dans deux quartiers de Prades-le-Lez, dans la métropole de Montpellier, avec l'appui de la municipalité et l'accord des habitants ont été réalisés pour évaluer la faisabilité et les performances de lâchers des moustiques stériles par drones. Par ailleurs, l'utilisation des pièges à moustiques, dans certaines conditions, peut constituer un outil complémentaire de lutte, à utiliser sur le long terme, de manière préventive. Enfin, les recommandations de protections individuelles (moustiquaires, vêtements couvrants) restent évidemment d'actualité ».